

## **Déclaration lue par le secrétaire du Comité d'Entreprise au Comité de Suivi du 17 février 2014**

Nous attendions avec impatience cette réunion du Comité de Suivi, la première depuis l'accord du 24 mai concrétisant l'engagement de Ford sur le maintien des 1000 emplois et la pérennité du site. C'est l'occasion de faire un point sur la situation, sur les perspectives, sur le respects ou pas des engagements.

Tout d'abord, nous tenons à acter les points positifs. Le nom de Ford est revenu sur les panneaux à l'entrée, dans l'usine, sur nos fiches de paie, sur nos badges ... même s'il manque toujours le grand panneau comme c'était avant, comme c'est précisé dans le texte de l'accord.

A côté de ça, nous confirmons que l'usine s'est profondément transformée. De nouvelles machines et nouvelles technologies sont arrivées, de nouveaux secteurs se sont mis en place, de nouvelles productions ont démarré ou sont en cours de lancement.

Pour le reste, nous sommes particulièrement inquiets. Les dirigeants de Ford Europe sont inaccessibles, laissant la direction de FAI nous expliquer à nos questions sur l'avenir qu'elle ne sait pas grand-chose sur les intentions de la multinationale. Nous dénonçons une opacité sur la stratégie de Ford concernant notre site.

Nos inquiétudes sont renforcées par le fait que déjà, à peine 6 mois après la signature de l'accord, l'engagement des 1000 emplois n'est pas respecté. Un sureffectif de 180 emplois est déclaré justifiant ainsi la prolongation du chômage partiel. Ce sont à nouveaux des aides publiques pour Ford qui ne servent en réalité qu'à réduire les coûts de production. Cet argent public, comme l'ensemble des 45 millions d'euros sont une aubaine pour Ford qui reçoit sans pour autant clarifier l'avenir.

Nous rappelons que la FMC vient de déclarer plus de 7 milliards de dollars de bénéfices pour l'année 2013 soit un niveau historique. Les déclarations des dirigeants sont plus qu'optimistes, enthousiastes. Les perspectives sont de produire au moins 23 nouveaux modèles des ventes en hausse au niveau mondial et y compris en Europe la rentabilité sera au rendez-vous.

La situation économique, la santé financière, les objectifs de vente, tout est là pour que Ford s'engage clairement sur une activité à FAI et GFT qui permettent le maintien de tous les emplois. L'engagement des 1000 emplois à FAI passe forcément par une nouvelle grosse activité, par des investissements supplémentaires, par la mise en place d'un plan de production pour les 5 voire 10 années qui viennent.

Aujourd'hui, même si les activités sont en cours de démarrage, les niveaux de production prévus ne suffiront pas à coup sûr d'occuper l'ensemble du personnel. Surtout que l'organisation du travail qui se met en place table sur un effectif calculé au minimum, sur des réorganisations de services qui se traduisent par des suppressions de poste.

Nous assistons donc à une intensification du travail, à une flexibilisation accrue, à des pressions, des tensions parfois importante suivant le secteur. Une situation qui débouche sur des conditions de travail dégradées, sur un climat social tendu. Se rajoute les pertes de pouvoir d'achat liées aux périodes de chômage et au gel des salaires depuis plusieurs années.

Tout cela montre que la préoccupation de Ford est avant tout la rentabilité, la réduction des coûts sur le dos des salariés avant d'assurer un redémarrage dans les meilleures conditions possibles, de mettre en place des services efficaces, compétents professionnellement, avant aussi d'assurer des bonnes conditions de travail, le respect de la santé des salariés.

C'est l'ensemble de cette situation qui renforce les inquiétudes et le mécontentement qui sont liés en plus, il faut le dire, à une impression d'être une nouvelle fois baladés.

Cette analyse est partagée par l'ensemble des organisations syndicales ouvrières et des salariés dans l'usine. La pétition que nous vous remettons est l'expression de notre méfiance mais aussi de notre ras le bol. Cela fait trop longtemps que nous vivons dans le doute et la précarité même si nous le reconnaissons nous ne sommes plus (pour l'instant) au bord du gouffre.

Cette réunion du Comité de Suivi doit servir à clarifier la situation, à mettre en évidence les aspects positifs mais aussi les sources d'inquiétudes, les contradictions, l'absence de visibilité. Nous devons pouvoir aborder les questions de l'avenir du site sans fuir certains sujets fondamentaux. C'est pour cela que la direction de Ford doit rendre des comptes sur sa stratégie, sur ses intentions. Les pouvoirs publics doivent être rigoureux et ne pas se contenter de déclarations vagues. Il y a déjà beaucoup d'argent de la collectivité dans le dossier, il y a déjà eu beaucoup de dégâts sociaux ces dernières années.

Un suivi régulier et fréquent des engagements de l'accord 2013 doit être mis en place.

Nous n'exigeons pas des choses impossibles ou superflues ou exagérées. L'avenir du site, et nous insistons sur les deux usines FAI et GFT, dépend d'une prise en compte sérieuse des engagements de Ford comme des pouvoirs publics. Des garanties réelles doivent être apportées pour l'avenir industriel et des emplois dans la région. Et la question de notre usine en est un des points principaux.